

La France peut-elle prétendre au leadership intellectuel de l'Union européenne?



À juste titre ou pas, c'est un lieu commun à Bruxelles de dire qu'au cours de la construction européenne le point de vue français a eu une influence démesurée sur la philosophie et les structures de l'Union européenne. **Sylvie Goulard**, la présidente du Mouvement européen français, examine pourquoi il serait peut-être temps que la France revienne aujourd'hui au devant de la scène européenne

Cette question flaire le piège. Tout Français qui répondrait "oui" paraîtrait immédiatement arrogant, cela voudrait dire que par le passé, la France a effectivement exercé une forme de leadership intellectuel. Mais ce n'est pas le cas.

L'intégration européenne a toujours été un effort collectif exigeant la convergence des idées nationales. L'influence de l'Allemagne sur la politique de concurrence ou dans les affaires monétaires se distingue facilement, tout comme celle du Royaume-Uni sur le marché unique. À l'horizon, une question se profile: "devons-nous tenir la barre de l'UE d'une main plus ferme?".

Aujourd'hui, dans une Union de 27 États membres, extrêmement hétérogènes, la qualité du leadership apparaît comme fondamentale; l'UE a besoin d'une gouvernance plus forte sur le plan domestique et extérieur. Tout d'abord, pour

réconcilier les citoyens européens avec l'UE. Le "Non" irlandais a confirmé la perplexité de nos citoyens vis-à-vis de l'intégration européenne. Tout comme les Français et les Néerlandais il y a trois ans, si les partisans irlandais du "Non" ne souhaitent pas que leur pays quitte l'UE, pas plus, probablement, qu'ils ne souhaitent bloquer le processus global d'intégration, il est clair qu'ils n'en comprennent plus l'objectif. Ils ne font pas suffisamment confiance à leurs dirigeants pour accepter l'accord négocié en leur nom. Bref, nous assistons à une crise de leadership.

Ensuite, pour mieux défendre les valeurs et les intérêts de l'Union européenne dans un monde en rapide évolution. Actuellement, il est trop rare que l'Europe soit perçue de l'extérieur comme véritablement unie. Bien sûr, il y a le commerce ou la politique de concurrence pour lesquels les commissaires européens sont connus et respectés dans le monde entier, comme l'est le président

de la Banque centrale européenne. Mais sur le plan de la diplomatie, de l'énergie, de la justice et des affaires domestiques, l'"Europe" n'existe tout simplement pas dans l'esprit des pays tiers. Bien souvent, ils traitent directement avec les gouvernements nationaux et se rendent compte qu'en nous divisant, ils peuvent en tirer des bénéfices substantiels.

Avec le pouvoir de l'UE partagé entre les États membres et "Bruxelles", le leadership est partout et nulle part. Le président de la Commission et d'autres membres du collège sont régulièrement malmenés par les gouvernements nationaux. Le Conseil européen est censé agir comme une institution européenne mais certains de ses membres semblent bien loin de leur engagement vis-à-vis de l'Europe une fois rentrés chez eux. Aucun des dirigeants nationaux européens n'est élu sur une plateforme politique où ils sont tenus d'expliquer leurs intentions au niveau européen.

Pire encore, les chefs de gouvernement qui constituent le Conseil européen ne mettent pas toujours en pratique les politiques pour lesquelles ils se sont engagés, le meilleur exemple étant peut-être la stratégie de Lisbonne, qui vise à rendre l'économie européenne réellement compétitive au niveau mondial. En 2005 également, les gouvernements français et néerlandais n'ont pas vraiment fait de leur mieux pour faire ratifier le Traité constitutionnel, de la même façon que le gouvernement irlandais s'est abstenu de trop intervenir avant le référendum de cet été.

Lorsque des dirigeants nationaux admettent en public qu'ils n'ont pas lu les accords qu'ils sont censés promouvoir, quelle chance ont-ils de convaincre les gens qu'ils prennent l'Europe au sérieux? Certains autres dirigeants d'États membres n'ont pas non plus montré d'engagement très fort; en dépit de ses obligations légales de prendre les mesures nécessaires à la ratification du traité constitutionnel qu'il a signé, Londres ne s'en est pas donné la peine, lorsqu'en 2005, ce traité battait de l'aile; Varsovie et Berlin emboîtent le pas, dirait-on, pour le traité de Lisbonne.

Exercer un leadership politique au niveau européen n'a jamais été facile. En 1950, l'homme d'État belge Paul-Henri Spaak, l'un des pères fondateurs de l'Europe, s'est adressé aux six membres de ce qui devait devenir l'Union européenne et a soutenu que l'intégration européenne exigeait une "révolution mentale".

L'UE a désespérément besoin de dirigeants qui soient capables de jouer collectivement; aucun État membre ne peut, seul, exercer un leadership suffisant pour faire face aux défis actuels. Une majorité écrasante de nos politiciens pensent encore national, et n'utilisent la table de négociation européenne que pour défendre leurs intérêts nationaux, souvent aux dépens des intérêts européens.

Et pourtant à différents moments de l'histoire de l'intégration européenne, la France a joué un rôle décisif. De Jean Monnet et Robert Schuman à Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Delors, de nombreux dirigeants français marquants ont fait

progresser la cause européenne. Mais cela ne signifie pas que tout le pays était favorable à l'intégration. Pas plus tard qu'en 2000, lors de la précédente présidence française de l'UE, les politiciens, de droite comme de gauche, et leurs querelles, ont contribué à l'échec de la présidence française.

En France, la classe politique a été longtemps divisée au sujet de l'Europe, et il est même arrivé que des pro-Européens se comportent de manière ambiguë. Le président Nicolas Sarkozy en est un exemple typique; il a pris un risque politique réel durant sa campagne présidentielle, quand il a décidé de soumettre le traité institutionnel révisé à l'Assemblée nationale, et en devenant président, il a également aidé la présidence allemande de l'UE à construire le projet de compromis à la base du traité de Lisbonne. Mais il s'attaque aussi régulièrement à des institutions comme la Banque centrale européenne ou la Commission européenne, un exercice dans lequel Peter Mandelson, le commissaire au commerce, est l'une de ses cibles favorites.

Sarkozy continue d'insister sur la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) plus cohérente, mais en même temps, il a lancé son Union pour la Méditerranée alors qu'il existait déjà un tel projet au niveau européen, le processus de Barcelone lancé il y a une dizaine d'années. Il souhaite également que la France soit "de retour en Europe" mais

il ne s'est pas attaqué aux problèmes du déficit public français de cinquante milliards d'euros et des faibles performances du pays dans le secteur de la recherche et de l'innovation. Jusqu'ici, l'impact limité des réformes structurelles du président Sarkozy représente un obstacle à un leadership français en Europe.

La qualité du leadership apparaît comme fondamentale; l'UE a besoin d'une gouvernance plus forte sur le plan domestique et extérieur

Malgré tout, la France peut apporter sa contribution. Les Français sont très sensibles aux problèmes liés à la globalisation, peut-être grâce à leur vision "universelle" du monde. Bien avant la crise des subprimes, la France avait commencé à dénoncer les abus de l'économie de marché et les distorsions provoquées par les mouvements de capitaux non contrôlés. Certains commentateurs et politiciens français ont également attiré l'attention sur les inégalités de plus en plus criantes dans nos sociétés.

La confiance de l'élite politique française en la "puissance publique" – le pouvoir de l'État – pourrait se révéler un contrepoids utile au type de "pensée unique" qui, malheureusement, domine encore l'opinion à Bruxelles. Les Français auraient bien entendu davantage de succès s'ils étaient capables de proposer des solutions concrètes aux problèmes de l'UE. Les responsables politiques français doivent aussi lutter contre une dure réalité à savoir qu'une grande partie de l'opinion publique du pays rejette toujours l'économie de marché. Il est difficile de revendiquer le

pilotage d'une Union européenne, basée sur l'économie de marché et le libre-échange, alors que la classe politique rêve encore de protectionnisme ou même d'une révolution prolétaire. Nicolas Sarkozy lui-même a été décrit par le *Financial Times* comme un "colbertiste libéral" – un disciple du ministre des finances mercantiliste de Louis XIV – plutôt que comme un partisan du libre marché.

Mais en définitive, la France a beaucoup à offrir à l'UE intellectuellement. Dans le domaine de la culture, compte tenu du fort besoin des Européens de préserver leur diversité au sein d'un monde de plus en plus globalisé, les Français sont porteurs d'un message essentiel. Au premier coup d'œil, leurs efforts en faveur de la diversité culturelle ressemblent à une autre manière de défendre la langue française, mais au bout du compte, leur intuition était bonne. Les sondages d'opinion montrent que de nombreux citoyens européens se sentent menacés dans leur identité nationale ou régionale. Blâmer l'UE serait injuste, parce qu'elle a fait énormément – bien plus que n'importe quel organisme international – pour préserver les identités locales et culturelles.

Articles sur le même thème sur www.europesworld.org

- *Quelles perspectives pour la présidence française de l'Union Européenne?* par Jean-Pierre Jouyet
- *Ce que la France doit faire pour redevenir un moteur européen* par Thierry Chopin
- *Ce que la France doit faire pour remédier aux dommages causés par le 'non'* par Noëlle Lenoir

C'est l'émotion, et non la logique, qui sous-tend les craintes des Européens de perdre leur identité linguistique et culturelle. De la Belgique à la Lombardie et à la Vénétie, de la Catalogne à l'Écosse, les gens semblent plus pressés qu'auparavant de défendre leur héritage historique et culturel. La culture et sa reconnaissance joueront un rôle vital dans toutes les discussions futures quant à ce que signifie "être citoyen européen". Les dirigeants de l'UE et ses institutions feraient mieux de rester vigilants pour ne pas tomber dans le piège consistant à endosser une approche de type "taille unique" des questions culturelles européennes.

Pour résumer, la France n'a peut-être pas les moyens de reconquérir seule le leadership intellectuel de l'Europe et aucun pays d'ailleurs ne le pourrait. Par contre, la France peut apporter certaines institutions et traditions qui ont contribué à façonner l'Europe. La France peut aussi continuer à travailler avec l'Allemagne non pas à construire un "directoire" – ce qui serait inacceptable –, mais à surmonter les différences franco-allemandes et à chercher des solutions qui pourraient servir de base à un compromis à l'échelle européenne. Aussi longtemps que l'Allemagne et la France travailleront toutes deux en gardant les intérêts européens en vue, elles constitueront la pierre angulaire de l'intégration européenne. □

Sylvie Goulard est la présidente du Mouvement européen - France. sylviegoulard@wanadoo.fr